

INTERGLOBAL

HONGRIE

Le changement de sexe interdit à l'état civil

Joël Le Pavous

Une loi adoptée le 19 mai empêche les personnes transgenres et intersexes de légaliser leur transition physique. Associations et concerné-e-s dénoncent une mesure dramatique et discriminante.

En septembre 2018, la Cour constitutionnelle hongroise considérait la validation administrative du changement de sexe comme un droit fondamental. Moins de deux ans plus tard, en introduisant la notion de « sexe à la naissance » sur les données d'état civil via une loi décriée, la Hongrie du dirigeant national-populiste Viktor Orbán vient d'effacer la reconnaissance juridique des personnes transgenres. Concrètement, le nouveau dispositif leur ôte la possibilité d'officialiser leur métamorphose physique.

63 eurodéputé-e-s, 22 ONG hongroises, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et deux associations LGBTIQa continentales de poids (ILGA et Transgender Europe) se sont élevé-e-s en vain contre ce projet controversé. Double symbole : le texte avait été déposé par le vice-Premier ministre Zsolt Semjén au soir de la Journée internationale de la visibilité trans (31 mars) et son adoption (le 19 mai) a suivi de deux jours celle de la lutte contre l'homophobie et la transphobie.

« La loi remet en cause le droit à l'autodétermination. L'absence de reconnaissance juridique amène l'exclusion économique et sociale », affirme Barnabás Hidasi, président de l'association Transvanilla, qui défend

les personnes transgenres en Hongrie. « Prendre l'avion, traverser une frontière, chercher un job, demander une carte de crédit, enregistrer un permis de conduire ou simplement acheter un pass nominatif de transport risque de devenir encore plus un calvaire qu'aujourd'hui », s'inquiète l'activiste.

Modèle traditionnel

Après Chypre, l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine du Nord, la Hongrie devient le cinquième pays européen appliquant ce régime discriminatoire. Ses détracteurs et détractrices estiment que la loi enfreint les normes internationales sur les droits humains et espèrent que le président Áder renverra le texte vers la Cour constitutionnelle. L'instance vient de condamner le gouvernement à indemniser 60 enfants roms séparés des autres élèves sur des bases ethniques, entre 2003 et 2017, dans une école de Gyöngyöspata.

Exaltant la famille traditionnelle, le gouvernement se montre rétrograde, voire radical, sur les questions LGBTIQa. L'an dernier, le président de l'Assemblée nationale, László Kövér, déclenchait un tollé en assimilant les couples gays et lesbiens voulant adopter des enfants à des pédophiles. Juste avant la Pride 2019 de Budapest, des activistes d'extrême droite perturbaient plusieurs événements liés au mois des fiertés. La Hongrie autorise l'union civile entre personnes de même sexe, mais s'oppose au mariage pour tous.

« Ce texte consacre par le sceau de la loi la discrimination que vit la communauté au quotidien, tout en renforçant les risques d'attaques et d'ostracisation ciblant spécifiquement les personnes transgenres », témoigne Zsanett, femme trans et administratrice d'application au sein d'une multinationale pétrolière. « Cette législation ruine les espoirs de ceux ou celles dont la procédure administrative était en cours. Elle pourrait même s'appliquer rétroactivement, ce qui la rendrait d'autant plus injuste », poursuit la jeune cadre.

Le gouvernement s'est servi de l'état d'urgence illimité décidé face au coronavirus afin d'adopter une multitude de dispositions controversées, outre la « loi antitrans ». Militaires auprès des directeurs d'hôpitaux, milliers de lits évacués inutilement pour très peu de cas de Covid-19, gratuité des parkings privant les municipalités d'une importante source de revenus et création de zones économiques spéciales confiées aux conseils régionaux, tous sous pavillon orbániste, ont alimenté le courroux de l'opposition.

« Décision dangereuse »

Fin mars, lors d'un débat parlementaire houleux sur cette loi qui cristallise l'inquiétude de la communauté trans - environ 30.000 personnes en Hongrie -, la députée indépendante Bernadett Szél s'était vu répondre par le chrétien-démocrate Imre Vejkey, partenaire du Fidesz

d'Orbán au pouvoir, que « la manière dont les personnes concernées voient les choses n'a aucune sorte d'importance ». Selon l'exécutif, enregistrer le sexe biologique à la naissance permettrait de clarifier un flou juridique.

« En découvrant l'existence de ce fameux article 33 impactant toute une communauté de citoyen-ne-s aussi hongrois-es que les autres, j'ai refusé de croire que l'on puisse reculer autant et n'ai pas pu contenir ma colère », explique Erik, jeune adulte trans se préparant à une carrière dans la mode. « De mon point de vue, c'est une décision profondément irresponsable et dangereuse, surtout quand on sait combien les personnes transgenres sont particulièrement exposées au suicide », développe-t-il.

Le vote de cette loi intervient dans un contexte particulièrement délétère. Mi-mai, un sexagénaire anonyme ainsi qu'un militant d'opposition ont été interpellés en vertu d'une récente législation anti-fake news pour avoir critiqué sur Facebook la gestion de la crise de la Covid-19 par l'administration Orbán. Autre épisode : de multiples amendes ont été infligées aux manifestants faisant résonner chaque lundi leurs klaxons de voitures non loin du pont des Chaînes de Budapest contre l'action du gouvernement.

Malgré le refus en bloc par l'opposition du texte sur le « sexe de naissance », le dispositif a été ratifié sans peine grâce à la majorité des deux tiers dont bénéficie le Fidesz au sein de l'Assemblée nationale. Peu après l'adoption de l'article 33, plusieurs



Il ne met pas d'eau dans son vin national-populiste : Viktor Orbán a profité de l'état de crise pour effacer les droits de la communauté trans.

PHOTO : EPA

militants d'associations LGBTIQ et d'ONG ont organisé un rassemblement de protestation devant le palais présidentiel. Le même jour, le Parlement classait secrets pendant dix ans les détails d'une ligne ferroviaire grande vitesse Budapest-Belgrade payée par la Chine.

« Le gouvernement se trompe gravement s'il croit qu'il peut nous faire disparaître. J'espère que la Cour constitutionnelle, qui examine actuellement mon cas, ou la Cour européenne des droits de l'homme interviendront afin d'annuler cette loi injuste et cruelle », explique Anna Zsófia Csurgy, qui suit une hormonothérapie depuis juin 2019. « Un homme transgenre ne va pas se transformer en femme et vice versa. Peu importe ce qui est écrit sur ses papiers », insiste cette étudiante en ingénierie mécatronique.

Parcours du combattant

La carte d'identité s'avère indispensable pour de nombreuses démarches en Hongrie. Récupérer des médicaments en pharmacie ou un recommandé postal ressemble souvent à un parcours du combattant pour les personnes transgenres, notamment celles dont la transition n'est pas achevée. Si leur situation à Budapest reste meilleure qu'en région, les trans redoutent d'une seule voix une augmentation des agressions, et nombre de celles et ceux n'ayant pas encore quitté le pays songent au départ.

Les trans magyars exilé-e-s se sont principalement établi-e-s en Angleterre et en Allemagne, où leur identité choisie est mieux acceptée et les possibilités de s'épanouir professionnellement bien plus accessibles. En Hongrie, Facebook, Instagram et YouTube servent de moyens d'expression privilégiés, via lesquels les membres de la communauté partagent leurs difficultés, leurs peines et leur vœu d'être respectés. Installée à Berlin, Adél Ónodi s'indigne d'un coup de poignard venu de l'exécutif national-conservateur.

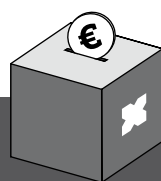
« Je suis abasourdie de voir que le gouvernement pourrait encore et toujours influencer sur mon existence alors que j'ai quitté la Hongrie. Ma vie basculerait brutalement si on me redonnait une carte d'identité

d'homme », s'inquiète la première femme transgenre propulsée sur la couverture d'un magazine féminin magyar. « Le pouvoir actuel compte sur les blancs hétérosexuels pour assurer la survie du pays. Il veut nous effacer, mais nous continuerons d'exister », assène l'apprentie comédienne.

L'association Transvanilla épaula actuellement 18 plaignant-e-s, qui se sont tourné-e-s vers la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Les dossiers de reconnaissance de leur nouvelle identité de genre bloquent depuis juin 2018 du côté des autorités magyares, sans avancée concrète. Pour Dunja Mijatovic, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, l'article 33 « constitue une atteinte à la

dignité des personnes transgenres », selon un message sur Twitter.

Le 21 mai, le gouvernement Orbán s'est conformé au verdict de la Cour de justice de l'Union européenne en fermant ses deux zones de transit de la frontière serbe, où les demandeurs et demandeuses d'asile étaient détenu-e-s entouré-e-s de fils de fer barbelés. D'après la CJUE, la Hongrie privait de liberté les réfugié-e-s enfermés parfois au-delà d'un an dans les complexes de Tompa et de Röszke bâtis en septembre 2015. Les trans hongrois-es espèrent que le troisième pouvoir, à Budapest ou Luxembourg, sauvera leur avenir.



Die woxx von morgen #1: Digital seit dem Jahr null

Zum Anfang unserer Zukunftsserie ein Rückblick: Als man bei Corona noch bloß an ein Getränk dachte, gab es auch schon Krisen. Und Neuanfänge. Im Herbst 2000 wurde aus dem Gréngespoun die woxx. Seither kann man uns online unter woxx.lu lesen. Digitalisierung war dem Projekt allerdings in die Wiege gelegt: Ohne die neuen Möglichkeiten des Desktop Publishing wäre der erste Gréngespoun 1988 nicht erschienen. Ohne die Genossenschaftler*innen, Abonnent*innen und Spender*innen allerdings auch nicht, denn die Pressehilfe allein reicht nicht, um guten alternativen

Journalismus zu machen (mehr: woxx.eu/crowd1). 2017 haben wir einen weiteren Sprung gewagt und das Online-Angebot um tägliche Beiträge erweitert. Heute steht neben der woxx als Wochenzeitung auf Papier die online-woxx als virtuelle Tageszeitung.

Die Schwierigkeiten der Corona-Krise haben uns den Mut nicht genommen: Wir wollen die woxx noch besser machen und dabei weiterhin unabhängig bleiben. Dafür benötigen wir eure Hilfe! Wenn euch das Projekt wichtig ist, bitte unterstützt uns! Details: woxx.lu/support